

SESSION 2010

BACCALAUREAT TECHNOLOGIQUE - SERIE STG

HISTOIRE – GÉOGRAPHIE

**DURÉE DE L'ÉPREUVE : 2 heures 30
COEFFICIENT 2**

L'usage de la calculatrice est interdit

Ce sujet comporte 11 pages numérotées de 1/11 à 11/11

Dès la remise du sujet, assurez-vous qu'il est complet et que toutes les pages sont imprimées.
Si ce n'est pas le cas, demandez immédiatement un nouvel exemplaire aux surveillants.

Le candidat doit traiter :

- **TOUTES LES QUESTIONS** de la première partie ;

Première partie : 10 points

Deuxième partie : 10 points

PREMIERE PARTIE :

QUESTIONS de COURS (10 points).

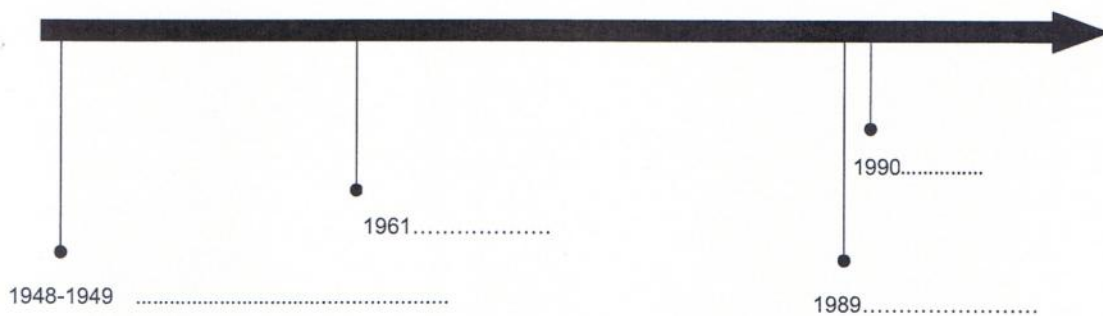
Vous répondez sur la copie à TOUTES les questions proposées.

Question 1 : (2 points)

Justifiez à l'aide d'arguments l'affirmation suivante : « La Vème République est à la fois un régime présidentiel et un régime parlementaire ».

Question 2 : (2 points)

Recopiez et complétez la frise ci-dessous en prenant en compte son titre :
L'Allemagne et Berlin, enjeux de la guerre froide (1947-1990)



Question 3 : (1 point)

Nommez deux acteurs de l'affirmation du Tiers-monde dans les années 1950-1970.

Question 4 : (2 points)

En termes de développement, les Etats du Sud se rattachent à différents grands ensembles. Nommez et caractérisez deux de ces ensembles.

Question 5 : (2 points)

Complétez le planisphère que vous trouverez en dernière page et **que vous devez impérativement rendre avec votre copie** en lui donnant un titre, en plaçant correctement et en nommant les deux éléments ci-dessous :



Grands pôles dominant le commerce mondial.



Cinq pays puissances régionales du « Sud ».

Question 6 : (1 point)

Choisissez et recopiez parmi les définitions suivantes, celle qui s'applique à la notion de **réseau** :

- 1 - courant d'échanges de marchandises et de personnes.
- 2 - ensemble des caractères culturels, religieux, sociaux et techniques communs à une société ou à un groupe de sociétés.
- 3 - système de transport ou de liaisons par lesquelles transitent des échanges mettant en relations différents lieux et acteurs.

SECONDE PARTIE :

SUJETS d'ETUDE au CHOIX (10 points).

Quatre exercices vous sont proposés.

Vous en traitez UN et un SEUL, à votre choix.

EXERCICE n ° 1 - sujet avec un document
--

Thème général : Les relations internationales.

Sujet d'étude : **L'Amérique latine depuis 1945.**

Document

C'était hier... Nous sommes en juin 1982 dans l'Atlantique Sud. Après le débarquement des troupes britanniques et de durs combats (plus de mille morts), les militaires argentins capitulent aux îles Malouines. Un an plus tard, la junte ⁽¹⁾ cède le pouvoir à un gouvernement civil. La défaite argentine donne, aussi, un coup d'accélérateur au processus de démocratisation en cours.

Comme des dominos, les dictatures tombent l'une après l'autre. Après l'Equateur (1979), le Pérou (1980), la Bolivie (1982) et l'Argentine (1983), la vague de démocratisation atteint l'Uruguay (1984), le Brésil (1985), le Paraguay (1989) et le Chili (1990). Quant aux pays de l'Amérique centrale, presque tous en proie à des guerres civiles, ils cessent d'être un enjeu de la guerre froide à partir de la chute du mur de Berlin.

Depuis la fin des dictatures, les militaires qui pratiquement partout ont réussi à s'autoamnistier, ont adopté un profil bas. Ils avaient, c'est vrai, tout à se pardonner. Responsables des violations des droits de l'homme (30.000 morts ou disparus en Argentine, 3.000 au Chili, au moins 1.000 en Bolivie), ils ont souvent aussi plongé leur pays dans le chaos économique. Avec une notable exception : le Chili, dont l'assainissement spectaculaire a été amorcé sous Pinochet. Mais, ailleurs, la crise de la dette, l'hypertrophie ⁽²⁾ des administrations, l'hyperinflation sont imputables à l'impéritie ⁽³⁾ des dictatures militaires. [...]

Au Chili, où la junte d'Augusto Pinochet ⁽⁴⁾ se maintint pendant dix-sept ans, leur participation au jeu politique n'a jamais cessé. En cédant le pouvoir en 1990, l'ex-dictateur est devenu commandant en chef des armées. Avec le départ à la retraite de Pinochet en mars prochain (âgé de 82 ans, il deviendra sénateur à vie), l'armée ne perdra pas son autonomie financière, prévue par la Constitution au moyen d'un mécanisme insolite : 10 % des exportations de cuivre, soit environ 1,5 milliard de francs, sont alloués à un budget d'achat d'armes (indépendant du budget voté par le Parlement). [...]

Aussi surprenant que cela puisse paraître, l'image des militaires n'est pas désastreuse. Un sondage réalisé en mai-juin 1995 dans huit pays (Argentine, Brésil, Chili, Mexique, Paraguay, Pérou, Uruguay, Venezuela) a montré que les populations soutenaient fermement la démocratisation. Mais 20 % des personnes interrogées estimaient aussi que « dans certaines circonstances, un gouvernement autoritaire est préférable à un gouvernement élu

démocratiquement ». En réalité, l'image des forces armées dépend également du souvenir qu'a laissé leur passage au pouvoir.

Axel Gyldén, Annie Gasnier et Francis Huertas, *Le pouvoir perdu des militaires*, Le Point n° 1318 -1319, décembre 1997.

Notes :

- (1) Junte : gouvernement à caractère autoritaire, le plus souvent militaire, issu d'un coup d'Etat.
- (2) Hypertrophie : développement excessif, anormal.
- (3) Impéritie : manque de capacité pour mener à bien la fonction que l'on exerce.
- (4) Augusto Pinochet Ugarte (1915-2006), Commandant des forces armées, il prend la tête de la junte militaire qui renverse le président socialiste Allende en septembre 1973. Il est président de la République chilienne de 1974 à 1990, puis sénateur. Arrêté en octobre 1998, il est inculpé par la justice de son pays en 2001 mais bénéficie l'année d'un non-lieu pour sénilité. A nouveau poursuivi par la justice en 2004, pour sa responsabilité dans de nombreux crimes commis sous la dictature, sa disparition en 2006 clôt son jugement.

Questions :

Question 1 :

A quelle date a été écrit l'article ; quel est son thème général?

Question 2 :

Quel est l'événement qui explique la chute des militaires en Argentine et quand a-t-elle lieu ?

Question 3 :

Relevez les causes qui expliquent en partie la chute des dictatures d'Amérique latine ?

Question 4 :

Le Chili connaît-il exactement la même évolution que les autres Etats concernés par ce document ? Justifiez votre réponse.

Question 5 :

La situation politique décrite par le document est-elle toujours d'actualité ? Justifiez votre propos.

EXERCICE n° 2 - Sujet avec DEUX documents

Thème général : Les relations internationales.

Sujet d'étude : Le Proche-Orient.

DOCUMENT 1 - La production mondiale de pétrole brut de 1950 à 1972.

	1950		1960		1965		1970		1972	
	millions de tonnes	En %	millions de tonnes	En %	millions de tonnes	En %	millions de tonnes	En %	millions de tonnes	En %
États-Unis	289,0	53 %	380,5	35%	427,3	28%	533,7	23%	532,0	20%
Moyen-Orient (1)	85,4	16 %	261,7	24%	412,0	26%	692,9	30%	895,4	35%
Reste du Monde	166,9	31%	443,9	41%	712,0	46%	1109,6	47%	1171,5	45%
Production Mondiale	541,3	100%	1086,1	100%	1551,3	100	2336,2	100%	2598,9	100%

(1) – Arabie-Saoudite, Iran, Koweït, Irak, Abu Dhabi, Zone neutre du Koweït, Qatar, Oman, Dubaï, Syrie, Bahreïn, Turquie.

D'après *L'Industrie Française du pétrole*, Publication de l'Union des chambres syndicales de l'Industrie du pétrole, 1972

DOCUMENT 2

« Le 16 octobre [1973], l'OPEP¹ abandonna la lente augmentation des prix pétroliers au profit d'une hausse brutale. Par une initiative sans précédent, et sans aucune discussion avec les consommateurs, six États du Golfe relevèrent unilatéralement de 70% le prix affiché du pétrole – de 3,01 à 5,12 dollars. Les membres arabes de l'OPEP, réunis au Koweït, convinrent le lendemain de réduire leur production de 5 % et de continuer à diminuer de 5 % par mois jusqu'à ce qu'Israël accepte d'évacuer tous les territoires arabes occupés². Le 18 octobre, l'Arabie Saoudite annonça qu'elle irait au-delà du quota convenu en réduisant son extraction de 10 % jusqu'à ce que les conditions arabes sur le Moyen-Orient soient satisfaites. [...] Le 19 octobre, Nixon demanda au Congrès une aide de 2,2 milliards de dollars pour Israël, afin de payer l'équipement militaire expédié par le pont aérien. [...] On n'aurait pu choisir pire moment pour présenter cette demande d'aide. [...] La réaction arabe fut rapide. Le lendemain de notre annonce [...], l'Arabie Saoudite décréta un embargo total des exportations de pétrole aux États-Unis. [...] La décision sur les prix prise le 16 octobre par l'OPEP, celle du 17 octobre au Koweït, sur les réductions de l'extraction arabe et l'embargo arabe du 20 octobre se combinèrent pour révolutionner le marché mondial du pétrole. [...] Réunis à Téhéran le 22 et 23 décembre, les ministres de l'OPEP firent passer le prix du pétrole de 5,12 à 11,65 dollars le baril [...] : en l'espace de deux mois, le pétrole avait augmenté de 387 %.

Il est maintenant évident que cette décision fut un des tournants dans l'histoire de ce siècle. [...] En quarante-huit heures, la facture pétrolière des États-Unis, du Canada, de l'Europe occidentale et du Japon avait augmenté de 40 milliards de dollars par an. C'était un coup colossal frappant balance des paiements, croissance économique, stabilité des prix et cohésion

sociale [...]. Tous les pays concernés, y compris les producteurs eux-mêmes, durent affronter des changements véritablement sismiques de leurs structures intérieures. »

Henry KISSINGER³, *À la Maison-Blanche (1968-1973)*, T. 2, Fayard, 1979.

1 – Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole. Créée en 1960, elle rassemble cinq producteurs de brut puis treize, situés dans les pays du Sud. Parmi eux, les pays du golfe persique sont ceux qui ont les plus grosses réserves.

2 – La décision des pays de l'OPEP intervient suite au déclenchement de la guerre du Kippour. Le 6 octobre 1973, les troupes égyptiennes et syriennes lancent une offensive pour reconquérir les territoires occupés par Israël depuis 1967. Les Etats-Unis aident militairement Israël, l'URSS, les pays arabes. Le 25 octobre un cessez-le-feu met fin au conflit.

3 – Henry Kissinger (né en 1923), diplomate américain qui a joué un rôle important dans la diplomatie américaine au cours de la Guerre Froide. En 1973, il est secrétaire d'Etat du président républicain de Richard Nixon.

QUESTIONS :

Question 1 :

D'après le document 1, décrivez les évolutions de la production de pétrole brut entre 1950 et 1972 dont celle du Moyen-Orient. Quelle remarque majeure pouvez-vous en tirer ?

Question 2 :

Construisez une chronologie des événements évoqués dans le document 2.

Question 3 :

A l'aide des deux documents, expliquez pour quelles raisons le Moyen-Orient devient une région stratégique pour les Etats-Unis et le monde au début des années 1970 ?

Question 4 :

Quelle est la décision prise par l'OPEP le 20 octobre 1973 ? Quel en fut le déclencheur ? Les principales conséquences pour le monde occidental relèvent de quel domaine ?

Question 5 : H. Kissinger parle dans son texte « d'un tournant majeur de l'histoire du siècle ». Expliquez et discutez cette affirmation.

EXERCICE n° 3 - Sujet avec un document

Thème général : La mondialisation.

Sujet d'étude : Communication : le développement de l'Internet.

DOCUMENT

Fin janvier 2008, deux câbles sous-marins, qui assurent l'essentiel du trafic Internet entre l'Europe et l'Asie, sont sectionnés en mer Méditerranée. (...) Il est vrai que les cas de rupture de câbles Internet ne sont pas rares au fond des océans. Selon l'entreprise Global Marine Systems, cinquante opérations de réparation ont lieu chaque année, rien que dans l'océan Atlantique. Mais les deux coupures successives au large des côtes égyptiennes ont eu un écho inattendu. Plus de 70 % des connexions Internet sont aussitôt interrompues en Egypte. Simultanément, l'Inde perd 40 % à 50 % de sa capacité réseau. L'onde de choc virtuelle aura également été ressentie dans toute la péninsule arabique et il faudra plus de dix jours pour que les opérateurs de la région rétablissent la situation.

"Il y a encore cinq ou dix ans, personne n'aurait relevé un tel événement, souligne Sami Al Basheer Al Morshid, directeur du bureau développement de l'Union internationale des télécommunications (UIT), basée à Genève. Ce qui s'est passé au Moyen-Orient démontre la nécessité d'avoir des circuits de connexion alternatifs" Car Internet, nouveau cordon ombilical des sociétés numériques, relie inégalement les habitants du globe. Une inégalité flagrante si l'on étudie la position des principaux câbles, les "backbones", épine dorsale du réseau : plus de 1,5 million de kilomètres de câbles sur toute la surface du globe.

La cartographie du cyberspace reproduit étonnamment les disparités économiques de notre monde réel. Avec un débit de 3 téraoctets par seconde, la liaison transatlantique, la plus dense, représente 60 % du trafic total. Une quinzaine de câbles contribuent à offrir aux Américains et aux Européens un maillage imposant, gage d'une navigation de qualité. Des pays numériquement émergents, tels la Chine, l'Inde ou le Pakistan, sont plutôt bien dotés. A l'inverse, l'Afrique se distingue par l'atrophie de ses structures. Selon le dernier rapport annuel du cabinet d'études Terabit Consulting, 46 milliards de dollars ont été investis en vingt ans dans le monde, depuis la pose du premier câble de fibre optique en 1988, le TAT-8. Durant cette même période, seuls 934 millions de dollars (2 % des investissements) ont été dépensés en Afrique subsaharienne pour les infrastructures du réseau. De l'Afrique du Sud jusqu'à Djibouti, aucune liaison structurante ne longe les 7 000 kilomètres de côtes. Seul le câble Sat-3, posé en 2002, parcourt l'Afrique du nord-ouest au sud.

Sur le continent américain, au contraire, les principales villes américaines, comme New York ou Los Angeles, constituent autant de "cybercentres", véritables carrefours des réseaux numériques. Mais la géographie d'Internet n'est pas un simple calque de la géographie économique, et le réseau produit aussi ses propres points de convergence : les quelque 175 000 habitants de l'île de Guam, rattachée aux Etats-Unis, disposent par exemple de débits bien supérieurs à leurs besoins, le territoire constituant un point de passage entre les Etats-Unis et l'Asie.

(...) Verizon, AT&T, Sprint ou Level : ces noms sont moins connus, surtout en France, que Google, Microsoft ou Yahoo. Mais ces entreprises, que l'expert géographe américain Edward J. Malecki surnomme les "vieux garçons" des réseaux, qui ont investi entre 60 000 et 70 000 euros par kilomètre de câble déroulé, sont en situation de quasi-monopole sur les principales autoroutes de l'information.

(...) Loin de la philosophie du Web 2.0 et du partage des ressources "peer to peer", c'est-à-dire d'égal à égal, Internet est devenu un bien largement privé, organisé de manière pyramidale, dont le sommet, soit les infrastructures, est détenu par une poignée de conglomérats. "Les

grandes multinationales comme Verizon et AT&T ont un grand avantage : elles ne paient rien, puisqu'elles s'échangent les données, étant du même rang. Elles font ensuite payer les entreprises de rang inférieur", explique Gilles Puel. (Maitre de conférences en Géographie à l'Université de Toulouse) car les fournisseurs d'accès, pour satisfaire les internautes en aval de la chaîne de l'information, doivent se connecter aux autoroutes principales. Et plus ils en sont éloignés, plus le tarif que demandent les "vieux garçons" est élevé. Pour les régions situées loin de l'épicentre américain, les coûts de connexion sont exorbitants. En 1999, l'Australie estime que la zone Asie-Pacifique doit verser 5 milliards de dollars par an aux opérateurs américains, à cause de son éloignement de la plaque continentale américaine. Pour l'Afrique, le chiffre est estimé à 500 millions de dollars par an. Parallèlement, le secteur public, pris dans des difficultés d'échelle, peine à imposer aux opérateurs une logique d'accès à tous au réseau : « Au-dessus de l'Etat, il n'y a rien. En dessous, ça n'a pas de sens, c'est trop petit. Ce sont des logiques trop vastes ».(..).

Cette hégémonie américaine des flux via l'épine dorsale du réseau se réduit donc au fur et à mesure de l'augmentation du trafic, mais aussi de par l'essence même du réseau, décentralisé par nature. Les informations, qui transitaient systématiquement par les Etats-Unis pour aller d'un point à l'autre de la planète, passent désormais par des nœuds situés hors du territoire américain, via des équipementiers qui ne sont pas forcément américains. Cette perte de contrôle est un réel revers pour le pays, qui entendait contrôler le trafic mondial d'Internet grâce à des accords entre la National Security Agency (NSA) et les principales compagnies de télécommunications américaines, comme le révélait le New York Times en 2005.

Un siècle et demi après les premiers essais de câblage sous-marin, cette nouvelle accélération de densification du maillage va donc profiter au désenclavement des pays émergents, à leur développement économique, mais aussi à une certaine indépendance de ces nations vis-à-vis du monopole du gouvernement et des "vieux garçons" américains.

Laurent Checola et Olivier Dumons, *Le Monde 2, Qui tire les câbles du Cyberspace ?*
14/11/2008.

QUESTIONS

Question 1 :

Relever les éléments qui montrent que le réseau Internet structure le monde.

Question 2 :

A quoi Gabriel Dupuy, directeur du centre de recherches sur les réseaux, l'industrie et l'aménagement fait-il référence lorsqu'il parle de « fracture numérique » ? Justifiez votre réponse.

Question 3 :

Quelle est l'activité des « vieux garçons » ?

Question 4 :

Relevez trois raisons qui permettent d'expliquer les inégalités en matière d'accès à Internet et décrivez la situation spécifique des Etats-Unis.

Question 5 :

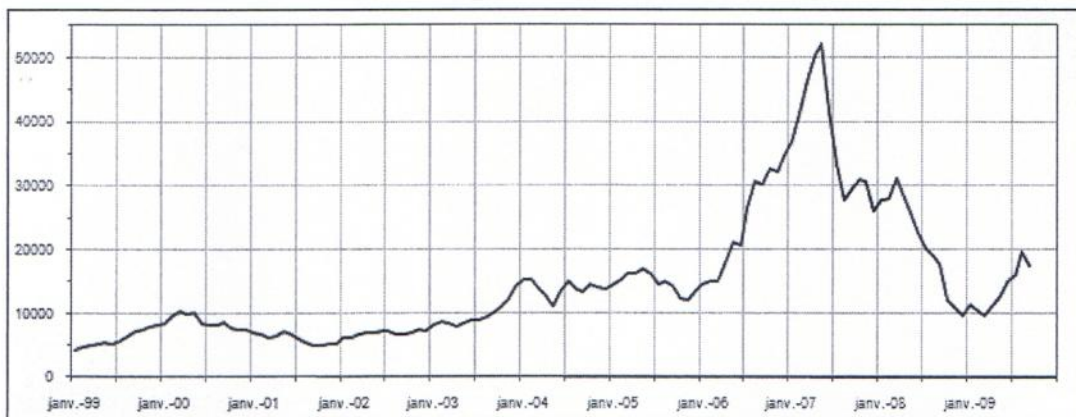
En quoi Internet est-il révélateur du phénomène de mondialisation ?

EXERCICE n°4 - Sujet avec DEUX documents

Thème général : La mondialisation.

Sujet d'étude : **Commerce : un grand marché mondial, le nickel.**

DOCUMENT 1 :



Cotation du Nickel au LME (Dollars/tonne) entre janvier 1999 et janvier 2009

(Source : London Metal Exchange)

DOCUMENT 2

Le nickel, dont les cours se sont envolés depuis six ans (de 3 à 11 dollars la livre en moyenne de 2002 à 2006, 23 dollars la livre en pic historique en avril 2007), reste plus que jamais l'épine dorsale de l'économie calédonienne. Si les accords politiques de la minuscule Nouvelle-Calédonie ne sont pour rien dans la demande accrue de l'Inde et de la Chine qui dope le marché, la stabilité a incontestablement favorisé les investissements.

La SLN a consacré 33 milliards au projet 75 000 tonnes, sans compter le renouvellement annoncé de la centrale de Doniambo. Sur le gigantesque chantier de l'usine du Sud, Goro Nickel a employé jusqu'à 2 700 Calédoniens et a confié quelque 70 milliards de travaux à des entreprises locales, issues pour certaines du monde kanak. L'usine du Nord enfin, promise à la Brousse depuis quarante ans, défendue bec et ongles par la province depuis dix ans, commence d'ores et déjà à prendre le relais, les premières fusions étant prévues en 2011 [...]. La Nouvelle-Calédonie tire un triple profit de cette conjoncture favorable : par l'activité des chantiers, par la fiscalité nickel (les 50 milliards de bénéfices de la SLN en 2007 vont générer 20 milliards d'impôts et taxes) et enfin par les dividendes des 34 % d'actionnariat que les trois provinces détiennent désormais dans la société via la STCPI. Cette conjoncture va donner au rééquilibrage, globalement réussi aux plans de la gestion politique et des infrastructures

publiques, l'élan qui lui manque en matière d'économie et fait que, paradoxalement, la brousse et les Îles continuent de se vider au profit du Sud.

Enfin, le boom du nickel, conforté par l'activité soutenue du BTP, permet à la Calédonie d'atteindre pratiquement le niveau du plein-emploi, dans une croissance à 5 %. 2007 est à cet égard l'année de tous les records, avec un taux de couverture des importations par les exportations de 73 %, un seuil sans équivalent pour une économie insulaire.

Les chiffres sont éloquentes sur deux décennies. Alors que le produit intérieur brut par habitant avait baissé de 0,8 % en moyenne annuelle entre 1973 et 1986, il a évolué à la hausse sur un rythme annuel de 1,9 % entre 1987 et 2004. Ce qui, avant même le coup de fouet à l'économie donné par l'usine du Sud, plaçait la Nouvelle-Calédonie au 3e rang dans le Pacifique (2e à partir de 2007). Toujours en 2004, le territoire se situait au 32e rang mondial (sur 177 pays) selon l'Indicateur de développement humain (IDH) qui tient compte du PIB par habitant et d'indices d'éducation et de santé. Comparativement, Tonga est classé 63^{ème}, le Samoa occidental 75^{ème}, Fidji 81^{ème}, les Salomon 124^{ème}, le Vanuatu 129^{ème} et la Papouasie 133^{ème}.

Derniers chiffres enfin pour illustrer l'actuel « *miracle économique* », celui du budget primitif de la Nouvelle-Calédonie : 43 milliards en 1988, 158 milliards en 2008, soit plus du triple, la plus large part allant directement aux provinces. Avec le budget supplémentaire, le budget total 2008 du pays dépassera les 200 milliards.

Les Nouvelles Calédoniennes, Dossier « 20 ans d'accords », 27 juin 2008.
<http://www.lnc.nc>.

QUESTIONS :

Question 1 :

D'après le document 1, décrivez l'évolution des cours du nickel entre 1999 et 2009 ?

Question 2 :

D'après le document 2, quelles sont les raisons qui expliquent l'évolution générale des cours ?

Question 3 :

D'après le texte, quelles sont les retombées de ce « miracle économique » pour la Nouvelle Calédonie ? En quoi le document 1 permet-il de nuancer ce « miracle économique » ?

Question 4 :

Expliquez la phrase soulignée.

ANNEXE

Carte de la question n°5 de la 1^{ère} partie –

page à rendre avec votre copie



Titre de la carte :

LEGENDE :

 Grands pôles dominant le commerce mondial.

 Cinq pays puissances régionales du « Sud ».